

Dossier de demande d'Enregistrement et d'agrément comme « Centre VHU »

PRESENTATION DE LA DEMANDE

Demandeur :

BENTA DEPANNAGE

SITE : 18 Rue de Qunicy
91860 Epinay Sous Senart

SIEGE : 18 Rue de Qunicy
91860 Epinay Sous Senart

Date : 17/07/2020

Dossier constitué par la société BENTA DEPANNAGE



Table des matières

1. Demande d'Enregistrement (Art. R512-46-3 du code de l'env.)	3
identification du demandeur (cf. extrait Kbis en annexe 1)	3
Emplacement du site	4
Activités projetées et classement ICPE	4
Description des incidences notables du projet	6
2. Demande d'Enregistrement (Art. R512-46-4 du code de l'env.)	7
2.1. Carte au 1/25 000 ^{ème} (ou 1/50 000 ^{ème})	7
Carte au 1/2 500 ^{ème} au minimum	7
Plan d'ensemble à l'échelle 1/200 ^{ème}	7
Compatibilité du projet avec l'affectation des sols	7
a. Occupation des sols et servitudes	7
b. Prise en compte du PPRI	8
Avis sur l'usage futur du site	9
Evaluation d'incidence NATURA 2000	10
Capacités Techniques et Financières	10
a. Capacité Technique	10
Justification du respect des prescriptions générales applicables	16
Compatibilité du projet avec certains plans, schéma et programmes	16
a. (Point 4°) Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement ;	16
b. (Point 5°) Schéma d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement ;	20
c. (Point 17°) Schéma mentionné à l'article L. 515-3 du code de l'environnement ;	23
d. Plans de Préventions et de gestions des déchets	23
e. Mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R.222-36	25
3. Demande d'Enregistrement (Art. R512-46-5 du code de l'env.)	26
4. Demande d'Enregistrement (Art. R512-46-6 du code de l'env.)	26
5. Garantie financière	27



1. Demande d'Enregistrement (Art. R512-46-3 du code de l'env.)

Le présent paragraphe détaille les éléments les éléments de réponses en application de l'article R.512-46-3 du code de l'environnement. Ces éléments sont également formalisés dans le document CERFA n°15679*01 joint à la présente demande d'enregistrement.

identification du demandeur (cf. extrait Kbis en annexe 1)

Le demandeur est la société BENTA DEPANNAGE.

Les activités exercées par la société BENTA DEPANNAGE sur ce site sont :

- ▶ Récupération, dépollution démantèlement de véhicules hors d'usages
- ▶ Compactage des véhicules hors d'usage dépollués et démontés avant expédition au broyeur agréé

Raison sociale :	BENTA DEPANNAGE
Forme juridique :	SASU
Qualité du signataire :	Monsieur BENTAYEB Brahim
Responsable du dossier :	Monsieur Bentayeb Brahim, Directeur d'exploitation
Adresse du siège social :	18 rue de Quincy 91860 EPINAY-SOUS-SENART
Etablissement :	18 rue de Quincy 91860 EPINAY-SOUS-SENART
N° de SIRET siège:	844 461 731
Code APE :	5221Z
Début d'activité :	19-11-2018
Effectif du site :	2 personnes + GERANT
Horaires de travail :	Du lundi au vendredi : 9h-12h/13h-17h



Emplacement du site

Le terrain concerné par les activités classées correspond à la parcelle cadastrale :
AI 4 (7713m2) de la commune d'EPINAY-SOUS-SENART.

Les coordonnées géographiques en Lambert II étendues sont :

X : 166427.85 ; Y : 8165643.62

La superficie dédiée aux activités ICPE est d'environ 7713 m².

L'altitude au niveau du site est de l'ordre +65.022 m NGF.

L'emplacement du site est présenté sur un extrait de carte IGN au 1 / 25 000ème jointe en **annexe 3**.

Les bâtiments du site étant déjà existants, le projet ne fait l'objet d'aucun dépôt de permis de construire.

Activités projetées et classement ICPE

Le site est localisé au 18 rue de Quincy, **dans** la Zone Industrielle, sur la commune de Epinay-Sous-Senart.

Nature des activités :

Terrain objet de la demande (Enregistrement et agrément VHU), parcelle n° AI 4

- Stockage des véhicules en attente de dépollution, 7000 m²
- Atelier de dépollution (441 m²)
- Stockage des VHU dépollués, en attente de pressage, 100 m²
- Stockage des moteurs et autres pièces (ferreux et non ferreux) issues du démontage des VHU,
- Stockage de véhicules hors d'usage dépollués/démontés et compactés en attente d'expédition au broyeur (platin)

Intérieur des bâtiments (441 m²)

- Atelier de dépollution,
- Réception des clients, locaux administratifs
- Stockage cuve GNR (2m³) et Gasoil (2m³)

Volume d'activité prévisible concernant l'activité de récupération et démantèlement de VHU :

Activité	volume d'activité maximum
Nombre moyen de VHU traité par mois	Environ 20 véhicules par jour 400 véhicules hors d'usage traités/mois soit 400 t/mois environ 4400 véhicules/an soit 4400t/an
VHU en attente de dépollution	7000 m ² imperméabilisés pouvant accueillir environ 600 unités
Atelier de dépollution et démontage	112 m ² 2 ponts pour la dépollution/démontage 1 stockage pièces et fluides issues de la dépollution
Carcasses en attente de départ vers le broyeur agréé	100 m ² soit environ 12 unités

La dépollution et le démontage des VHU seront réalisés en 40 minutes sur 2 ponts. Ce qui permettra au maximum de la capacité de fonctionnement de traiter 24 Véhicules par jour.

Numéros parcelles répondant à la réglementation des installations classées (cf. plan cadastral en [annexe 2](#)) :

Le site est constitué par les parcelles suivantes :

La parcelle AI n° 4 (7713 m²) fait l'objet de la demande d'enregistrement et d'agrément VHU pour la rubrique 2712-1
L'intégralité de cette surface sera dédiée à l'activité.

La société est locataire auprès de DIAZ RENE

Distance séparant l'installation classée du plus proche bâtiment (cf. plans des abords au 1/1850° en [annexe 4](#)) :

Le site est implanté sur la Zone Industrielle située à la périphérie Nord Ouest du centre-ville de la commune de Epinay-Sous-Senart.

Les bâtiments les plus proches se localisent sur les parcelles limitrophes, à l'ouest de la société ONNA GROUPE et à l'Est les voies ferrées.
Autour du site, on note la présence principalement de bâtiments à usage d'industrie, d'activités, de services.

Sur les parcelles limitrophes de la société, sont présents :
- à l'Ouest la société ONNA GROUP,

- Au Sud-Ouest après la rue de Quincy, on retrouve une zone N correspondant à la forêt de Sénart

- A l'Ouest, des sociétés de la Zone industrielle

La plus proche zone d'habitation ou destinée à l'habitation au sens du PLU est située à 50 m au nord du site

Les limites du site sont constituées par une barrière grillagée.

Le site possède 2 accès fermés hors des heures d'ouvertures par des portails.

Rubriques	Désignation des activités	Capacités pour lesquelles la demande est sollicitée	Régime
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	<u>Surface d'exploitation du site : 7713 m²</u> <u>Volume max d'activité : 4400 VHU/an</u>	-E-
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 2. Autres cas	<u>La quantité de batteries présentes est inférieure à 1 t</u>	-DC-
2714-	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. inférieur à 100m ³	- inférieur à 100m ³	-DC-

-A- : autorisation -E- : Enregistrement -D- : déclaration -C- : contrôle périodique -NC- : non classable

Description des incidences notables du projet

Le 4^{ème} point de l'article R512-46-3 du code de l'Environnement demande « Une description des incidences notables qu'il est susceptible d'avoir sur l'environnement, en fournissant les informations demandées à l'annexe II. A de la directive 2011/92/ UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. »

Ainsi la directive en question et plus particulièrement l'annexe II.A : Informations visées à l'article 4, paragraphe 4 (informations à fournir par le maître d'ouvrage sur les projets figurant à l'annexe II), stipule que les informations à fournir sont :

1. Une description du projet, y compris en particulier :

a) une description des caractéristiques physiques de l'ensemble du projet et, le cas échéant, des travaux de démolition ;

b) une description de la localisation du projet, en accordant une attention particulière à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées.

2. Une description des éléments de l'environnement susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet.

3. Une description de tous les effets notables, dans la mesure des informations disponibles sur ces effets, que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant :

*a) des résidus et des émissions attendus ainsi que de la production de déchets, le cas échéant ;
b) de l'utilisation des ressources naturelles, en particulier le sol, les terres, l'eau et la biodiversité.*

1. Il est tenu compte des critères de l'annexe III, le cas échéant, lors de la compilation des informations conformément aux points 1 à 3.»

Ces points sont détaillés dans le document CERFA n°15679*01 joint formalisant la demande.

2. Demande d'Enregistrement (Art. R512-46-4 du code de l'env.)

Le paragraphe suivant détaille les différentes pièces à joindre en réponse aux éléments demandés à l'article R.512-46-4 du code de l'Environnement.

2.1. Carte au 1/25 000^{ème} (ou 1/50 000^{ème})

Carte au 1/25 000^{ème} jointe en **annexe 3**.

Carte au 1/2 500^{ème} au minimum

Une carte au 1/ 2 500^{ème} des abords de l'installation dans un périmètre de 100 m augmenté de 100 m (soit 200 m) est jointe en **annexe 5**.

Plan d'ensemble à l'échelle 1/200^{ème}

Un plan d'ensemble à l'échelle 1/200^{ème} dans un périmètre de 35 m autour du site est joint en **annexe 6**.

Compatibilité du projet avec l'affectation des sols

a. Occupation des sols et servitudes

La société BENTA DEPANNAGE souhaite exploiter ses activités sur les parcelles n° AI 4 du Cadastre de la commune de EPINAY-SOUS-SENART .

Ces parcelles font partie, de la zone UCA du plan Local d'Urbanisme de la commune de EPINAY SOUS SENART le plan de zonage du PLU est joint en annexe 8. Un courrier du maire est joint en annexe 11 pour un avis favorable pour le changement du PLU.

Les dispositions de la zone Uca spécifient que cette zone est destinée principalement à accueillir des constructions à usage d'habitat individuel dense ou de petit collectif.

Parmi la liste des Occupations et utilisations du sol interdites à l'article UE 1, aucune ne s'oppose à l'activité que la société BENTA DEPANNAGE souhaite implanter sur ce site.

b. Prise en compte du PPRI

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) de la Préfecture de l'Essonne, inscrit la commune comme étant concernée par des thématiques de risques naturels.

- Inondation

Le DDRM de l'Essonne décrit l'inondation comme étant « une submersion plus ou moins rapide, d'une zone habituellement hors d'eau, avec des hauteurs d'eau variables. Elle est due à une augmentation du débit d'eau provoqué par des pluies importantes et durables. Elle correspond au débordement des eaux lors d'une crue.

- Inondation par débordement

Les Atlas des Zones Inondables (AZI) constituent des inventaires des territoires ayant été submergés par le passé ou susceptibles de l'être à l'avenir. Ils rassemblent des informations connues sur les inondations. Des inondations de plus grande ampleur étant susceptibles de se produire, ces atlas sont amenés à évoluer.

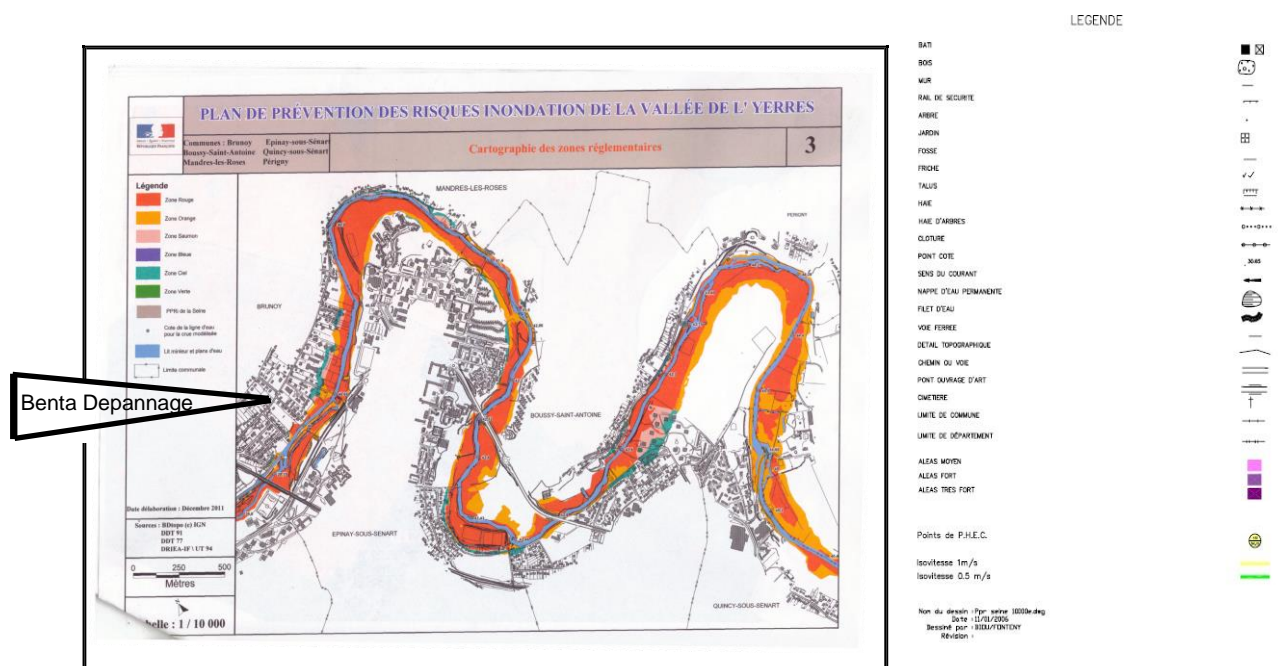
Contrairement aux Plans de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI), ils ne débouchent pas sur une cartographie réglementant l'urbanisation dans les zones inondées. La connaissance du risque qu'ils apportent permet cependant de définir les orientations en matière de gestion du risque d'inondation sur le territoire et de les utiliser comme outil de sensibilisation auprès des communes. Ainsi, bien qu'ils ne soient pas annexés aux documents réglementaires d'urbanisme (POS/PLU) et imposables aux tiers comme les PPRI, leur prise en compte est incitée.

La commune d'Epinay-Sous-Senart est inscrite dans le ppri de la vallée de l'Yerres pour l'aléa Inondation.

Comme énoncé précédemment, le cours d'eau le plus proche de la société BENTA DEPANNAGE est l'Yerres. Il se trouve à 400 m au Sud-Est de la limite du site d'exploitation.(PPRI 18/06/2012)

Lors d'une inondation de plaine, la rivière sort de son lit mineur lentement et peut inonder la plaine pendant une période relativement longue. La rivière occupe son lit moyen et éventuellement son lit majeur. De nombreux cours d'eau parcourent le département et peuvent être à l'origine de débordements plus ou moins importants.

La commune d'Epinay-Sous-Senart est concernée par le Plan de Prévention des Risques Naturel Inondation (PPRI de la Vallée de l'Yerres) approuvé le 18 juin 2012 par arrêté préfectoral n°2003-PREF.DCL/0375. La Préfecture de l'Essonne met à disposition du public les documents spécifiques aux communes concernées par le PPRI de la Vallée de l'Yerres dont est extraite la figure ci- après (l'ensemble des documents du PPRI Vallée de l'Yerres est présent en **annexe 7**) :



Extrait de la carte des aléas issue du PPRI de la Vallée de la Seine

Le document nous montre que la commune est soumise au risque d'inondation.

La société Benta depannage n'est pas soumise au risque inondation

Dans le cas présent, l'Aléa est identifié comme étant moyen à proximité de l'exploitation BENTA

DEPANNAGE. Cette classe d'aléa regroupe des zones où les hauteurs d'eau sont inférieures à 1 m.

La carte de zones réglementaires, issue du PPRI de la Vallée de la Seine, ne classe pas le site en zone

ciel, c'est-à-dire, zone urbanisée autre que les centres urbains d'aléas forts. L'objectif de ce

zonage étant de réglementer l'occupation et l'utilisation du sol en fonction des enjeux présents.

Le site de la société BENTA DEPANNAGE ne se trouve donc pas dans une zone soumise à l'aléa inondation par une crue à débordement lent de cours d'eau, en l'occurrence, l'YERRES.

Avis sur l'usage futur du site

La société BENTA DEPANNAGE étant locataire du terrain auprès du propriétaire Mr Rene Diaz a émis un avis favorable à une remise en état du site pour un usage industriel, dans le cas où les activités de la société devraient cesser. (Courrier joints en **annexe 9**).

Le courrier de retour du Maire est joint en **annexe 10**, spécifiant que la localisation du site en zone Uca destine le site à une remise en état pour un usage compatible avec des activités artisanales ou industrielles

Evaluation d'incidence NATURA 2000

Les sites classés NATURA 2000, autour du site de la société BENTA DEPANNAGE sont :

- _ FR1110102 "Marais d'itteville et de Fontenay-le-Vicomte" à 15 km à l'Ouest ;
- _ FR1100805 "Marais des basses vallées de la Juine et de l'Essonne" 15 km au sud

Etant donné la localisation du site de BENTA DEPANNAGE en dehors des terrains d'emprise de ces sites classés NATURA 2000 et l'éloignement par rapport à ces sites, une évaluation d'incidence NATURA 2000 ne paraît pas pertinente à être réalisée.

La société Benta depannage ne se trouve pas à proximité d'une zone de protection de patrimoine

Capacités Techniques et Financières

a. Capacité Technique

➤ Organisation de l'activité

L'activité principale de la société Benta depannage sera l'exploitation d'un centre de recyclage de véhicules hors d'usage de type véhicules particuliers légers et utilitaires légers.

Un emplacement actuellement à déclaration sous la rubrique 2718-2 sera maintenu afin d'accueillir les batteries au plomb apportées par les clients.

Dans le cadre de son activité de centre VHU, la société demande à obtenir également un agrément comme centre VHU conformément à l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 . La société assurera la gestion des Véhicules hors d'usage conformément au cahier des charges figurant en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Une évaluation de la conformité du projet aux exigences de ce cahier des charges sera réalisée annuellement par un organisme extérieur (AB Certification). La prochaine vérification sera réalisée sous 6 mois après obtention de l'arrêté d'agrément.

Sur le périmètre de l'installation ICPE relevant de la rubrique 2712, la société effectuera les opérations suivantes :

- la prise en charge de véhicules hors d'usage ;
- le stockage des VHU en attente de dépollution/démontage ;
- la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (dans un nouvel atelier de dépollution) ;
- le stockage des VHU dépollués en attente de compactage ;
- le stockage des matières issues du démontage des véhicules hors d'usage ;
- le stockage des fluides et produits dangereux issus de la dépollution des véhicules hors d'usage ;
- Le stockage des véhicules compactés en attente d'expédition au broyeur ;

La société accepte sur le périmètre de son site faisant l'objet du présent dossier d'Enregistrement une catégorie de véhicules, susceptibles d'engendrer des nuisances sur l'environnement : Les véhicules hors d'usage (VHU) destinés à la dépollution et au démontage de pièces détachées.

La prise en charge des véhicules hors d'usage s'effectue dans un premier temps par une prise en charge administrative sur la base de la carte grise du véhicule, le certificat de non gage, la pièce d'identité du propriétaire). Cette étape aboutit à l'émission du document CERFA 12514*01 « récépissé de prise en charge pour destruction – certificat de destruction d'un véhicule ». 1 exemplaire est conservé par la société BENTA DEPANNAGE, l'autre est donné au remettant.

La société renseigne le livre de police et assure par l'intermédiaire du SIV (Service d'immatriculation des véhicules) à l'annulation de l'immatriculation des véhicules.

La société envisage de s'équiper d'un Progiciel permettant d'assurer la gestion de ces parties administrative. Une étude est en cours entre les logiciels « AUTOGEST » développé par la société SOLWARE, ou CARDIF.

L'ensemble de ces véhicules sont livrés sur le site par l'entrée principale. Ils sont ensuite orientés vers l'emplacement dédié à leur stockage en attente de leur dépollution.

Les véhicules considérés comme hors d'usage, vont ensuite être dépollués dans l'atelier de dépollution/démontage.

Une fois les aménagements réalisés, l'atelier de dépollution permettra de prendre en charge et traiter 24 véhicules par jours (40 minutes par véhicule par pont). Ce qui représente environ 400 unités/mois (soit 4 400 Véhicules hors d'usage par an).

➤ **la dépollution et la mise en sécurité des VHU**

Au sens du point 7 de l'article R543-155 du code de l'environnement, « est considérée comme une opération de dépollution toute opération consistant à extraire des véhicules hors d'usage les déchets dangereux, au sens des articles R. 541-7 à R. 541-11, et à extraire ou à neutraliser les composants susceptibles d'exploser ». Ainsi, nous allons présenter ci-dessous les opérations réalisées par la société BENTA DEPANNAGE lors de la première étape de dépollution des VHU.

La société va aménager son atelier dédié à la dépollution et au démontage des pièces détachées, de manière à être le plus efficace dans ces opérations.

Cette opération sera effectuée à l'abri dans l'atelier de dépollution couvert qui sera implanté à l'extérieur. L'ensemble du site (intérieur ou extérieur des bâtiments) est pourvu d'une dalle de béton.

La dépollution et le démontage seront réalisés sur deux ponts élévateurs par l'intermédiaire d'une station de pompage. Cette station de pompage sera reliée aux cuves de stockage des fluides extraits. Ces cuves seront à l'intérieur de l'atelier de dépollution.

A l'intérieur de ce bâtiment, seront disposés également 2 ponts dédiés au démontage des pièces détachées.

- Composants susceptibles d'exploser

Les airbags, les prétensionneurs et autres éléments pouvant présenter un danger pour l'exploitation seront neutralisés dès l'arrivée sur site, par enlèvement de la batterie. En cas de démontage, aucun de ces éléments ne sera revendu aux particuliers. La station de dépollution équipée d'un déclencheur d'Airbag, permettra d'en assurer la mise en sécurité.

- Huiles usagées :

Les huiles usagées (moteur, frein, boîtes de vitesses, amortisseurs, direction assistée, etc.), sont retirées par aspiration et stockées directement dans un réservoir plastique étanche de 1000 litres sur rétention, dans le local de stockage des fluides.

Les liquides de frein et autres huiles hydrauliques sont retirés à l'aide d'un appareil de pompage pour être transvasés dans la cuve d'huiles usagées dédiée.

La collecte de ces huiles se fait par une société spécialisée (CHIMIREC DUGNY - 93440) environ quatre fois par an ou plus si besoin. Ces enlèvements font tous l'objet d'un bon d'enlèvement ainsi qu'un BSD établi par le collecteur et indiquant précisément les quantités, la nature des déchets enlevés et la destination finale.

- Liquides de refroidissement et lave glace :

Le liquide de refroidissement et le liquide de lave glace sont extraits par la pompe aspirante et stockés dans des réservoirs plastiques de 1000 litres sur rétention, à proximité de l'atelier de dépollution. La collecte de ces liquides se fait deux fois par an ou plus si besoin par une société spécialisée (CHIMIREC DUGNY - 93440)

- Carburants :

Les carburants tels que l'essence et le gasoil sont récupérés par gravité puis transvasés respectivement dans des cuves 900 L pour l'essence et Gasoil 1000 L reliées à une station de collecte et distribution. Elles sont immédiatement réutilisées par les véhicules de services de la société BENTA DEPANNAGE ou ceux du personnel.

- Filtres :

Ils sont récupérés et stockés dans un fut spécial de 200 L. Comme pour les huiles, chaque enlèvement fait l'objet d'un BSD. Ils sont éliminés par la société CHIMIREC DUGNY (93440).

- Batteries :

Les batteries sont retirées et placées dans des bacs spéciaux étanches fournis par l'acheteur. Au maximum, seront présents un bac pouvant contenir environ 80 batteries soit environ une tonne par bac. Selon le volume, elles sont soit livrées soit collectées par les repreneurs,

généralement la société Derichbou.rg. Le prix de rachat des batteries est variable tous les mois selon les cours. Tous les enlèvements font l'objet d'un BSD.

- *Pneumatiques :*

Les roues sont toutes démontées. Les roues seront stockées sur l'emplacement dédié, à l'intérieur du bâtiment, où elles seront déjantées. Les pneus non réutilisables usagés seront stockés dans un emplacement dédié avec un volume maximum de 100 m³

Les jantes seront valorisées comme matière métallique.

Avant atteinte du volume de 100 m³, il sera commandé un enlèvement auprès de la société agréée de collecte des pneumatiques usagés (société agréée ALIAPUR)

- *Pots catalytiques :*

Ils sont récupérés pour leur valeur marchande. Ils sont ôtés lors de la dépollution pour être stockés dans un bac. Ils sont ensuite revendus à différentes sociétés habilitées en charge de leur revalorisation matière à Auto Cycling.

- *Les gaz des systèmes de climatisation :*

Les fluides frigorigènes des circuits d'air conditionné seront retirés au moyen d'un extracteur de gaz de climatisation par un opérateur formé disposant d'une attestation d'aptitude. Ils seront stockés en bonbonne pour être éliminés. La société sollicitera une attestation de capacité de catégorie V dès installation des équipements (6 mois après l'agrément).

- *Les véhicules avec GPL/GNV :*

Les véhicules fonctionnant au GPL hors d'usage sont refusés sur le site. Ils sont orientés vers un autre centre agréé capable de les prendre en charge.

➤ **Le démontage des VHU**

Les véhicules hors d'usage une fois dépollués ne présenteront plus de risques en matière de sécurité ou vis-à-vis de l'environnement. Cependant, afin d'assurer leur traitement il sera procédé sur ces ponts à leur démontage.

Les véhicules feront l'objet du retrait des parties plastiques, du verre pour une valorisation matière.

Les moteurs retirés seront valorisés séparément.

D'autres pièces non revendables aux particuliers, mais pour lesquelles un recyclage est techniquement et économiquement possible, vont être également démontées. Il s'agit notamment du moteur, radiateur (alu, cuivre), des amortisseurs, étriers, cardans, disques de freins, etc.

Les pièces triées sont placées dans des casiers et conteneurs métalliques pour être revendues à des professionnels (négociants, échange standard).

➤ **Stockage, compactage et élimination des carcasses de VHU**

Les carcasses de VHU pour lesquelles, il n'est jugé plus utile de démonter des pièces destinées à être revendues ou valorisées, sont stockées sur environ 100m² avant de faire l'objet d'un pressage par un prestataire afin d'en réduire le volume.

Une fois pressés, les véhicules seront stockés dans 2 bennes de 40 m³ dédiées dans l'attente de l'expédition à un broyeur agréé, empilées par 2.

Les véhicules seront ainsi transportés vers le broyeur agréé suivant le flux à une fréquence de deux à trois fois par jour, à raison de 15 véhicules compactés par benne.

Une trentaine de carcasses seront enlevées à chaque passage. Elles vont subir sur le site du broyeur une opération de défragmentation. Les différentes matières y sont séparées, triées puis mises en filière de revalorisation et d'enfouissement.

Les quantités annuelles prévisibles de VHU en transit sur le site de la société BENTA DEPANNAGE sont estimées à 4 400 unités / an soit environ (donnée de l'ADEME sur le point moyen d'un VHU en entrée sur un centre VHU : 978 kg) une moyenne de 4 303 tonnes par an.

Par l'intermédiaire de son activité de démontage des différentes fractions valorisables, la société contribue à l'atteinte des taux de réutilisation et recyclage imposés par l'ADEME. De plus, l'expédition à un broyeur agréé, contribue pleinement à l'atteinte de ce taux.

Les taux réglementaires à atteindre par la société sont :

- Réutilisation et recyclage : objectif ADEME de 3.5 %
- Réutilisation et valorisation : objectif ADEME de 5 %

La société BENTA DEPANNAGE tient et met à disposition un livre de police des entrées et sorties de VHU.

Elle procède également à la tenue d'un registre des déchets issus de l'activité de démolisseur VHU, et une déclaration annuelle auprès de l'ADEME via le portail SYDEREP sera réalisée.

Les activités sont annuellement contrôlées par l'organisme agréé par le COFRAC (La vérification sera réalisée sous 6 mois après obtention de l'arrêté d'enregistrement et d'agrément).

Les types de Véhicules Hors d'Usage acceptés sur le site sont les véhicules particuliers légers et utilitaires légers.

La société BENTA DEPANNAGE développe son action sur le département de l'ESSONNE et principalement en Ile-de-France.

Elle souhaite installer sur ce site une installation spécialisée dans la gestion des Véhicules Hors d'Usage.

Cette démarche s'appuie sur :

- ➔ un véritable partenariat avec ses clients,

Présentation de la demande

- ➔ un suivi de l'innovation technologique,
- ➔ une adaptation permanente à la réglementation,
- ➔ une adéquation à la structure sociale et économique locale,
- ➔ l'engagement d'investissement important pour l'amélioration opérationnelle de son activité et la prévention des risques liés à son activité.

L'activité est organisée depuis le seul centre de dépollution démontage de VHU accessible dans la Zone Industrielle d'Epinay Sous Senart.

La société BENTA DEPANNAGE bénéficie, à travers son personnel dirigeant de quelques années d'expérience dans le domaine de la récupération et le démantèlement de VHU

MOYENS FINANCIERS

La société BENTA DEPANNAGE dont le siège social se trouve à Epinay-Sous-Senart (91860) dispose de moyens financiers certains afin d'assurer ses activités, comme en témoignent le chiffre d'affaire et le résultat net de la société.

	Chiffres d'affaires NET	Résultats nets
Au 31/09/2019	83033 €	7413 €

Justification du respect des prescriptions générales applicables

Une description des choix techniques et organisationnels est jointe **au Chapitre suivant**, détaillant les dispositions prises pour répondre aux exigences de l'arrêté Ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Compatibilité du projet avec certains plans, schéma et programmes

- a. (Point 4°) Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement ;**

Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)**SDAGE SEINE-NORMANDIE :**

Le projet se situe dans le bassin hydrographique de l'Yerre et dépend plus précisément du bassin Seine - Normandie approuvé pour son deuxième cycle (2016-2021) le 23 novembre 2015. Ce document compte, 5 enjeux, 34 orientations et 46 dispositions.

Le SDAGE 2010-2015 Seine-Normandie a été arrêté le 1^{er} décembre 2015 par le Préfet coordonnateur de bassin.

Le SDAGE Seine-Normandie identifie huit défis et deux leviers. Ceux qui concernent la future activité de la société BENTA DEPANNAGE et les activités des industriels classés, notamment de récupération déchets, sont présentés ci-dessous :

Défi 1 - Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques
<p>Le défi 1 vise la réduction des polluants classiques apportés par les eaux usées et les eaux pluviales souillées via une bonne fiabilité des branchements, réseaux et filières d'épuration, intégrant un traitement adapté à la proximité des usages aval. Cela se traduit notamment par l'adaptation des rejets au milieu récepteur et maîtriser les pollutions ponctuelles dispersées de l'assainissement non collectif.</p> <p>Traiter et valoriser les boues des systèmes d'assainissement. Les bénéficiaires d'autorisation de raccordement des activités industrielles et artisanales veillent à apporter aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics compétents les éléments de connaissance nécessaires à l'appréciation de l'impact de leur rejet sur le traitement des eaux usées et sur les boues d'épuration afin d'en garantir la qualité. Limiter l'impact des infiltrations en nappes.</p>
Défi 3 - Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants
<p>Pour assurer une bonne qualité sanitaire de l'eau potable comme des produits de la pêche et de l'aquaculture, le défi 3 comprend des dispositions relatives, d'une part, à la réduction et suppression des rejets à la source, d'autre part, au traitement performant des effluents toxiques, en particulier à l'amont proche des zones protégées. Ce défi s'exprime principalement aux travers des dispositions visant à responsabiliser les utilisateurs de micropolluants et mettre en œuvre prioritairement la réduction à la source des rejets de micropolluants.</p>
Défi 5 - Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future
<p>Pour une approche globale s'étendant à l'ensemble de l'aire d'alimentation de captage des mesures renforcées sur les sources de pollutions chroniques ou accidentelles seront alors définies et priorisées, en prenant en compte les mesures existantes sur les périmètres de protection déjà définis. Ce défi se manifeste au travers de dispositions telles que la protection de la ressource par des programmes de maîtrise d'usage des sols en priorité dans les périmètres de protection réglementaire et les zones les plus sensibles des aires d'alimentation de captages ainsi que la protection des zones protégées destinées à l'alimentation en eau potable pour le futur.</p>
Défi 6 - Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides
<p>L'atteinte du bon état écologique ou du bon potentiel, ainsi que la non-dégradation des masses d'eau, nécessitent entre autre éviter et réduire les impacts des aménagements sur les milieux aquatiques et en dernier recours compenser les impacts résiduels significatifs ; Cela se traduit par des actions permettant d'éviter, réduire, compenser les impacts des projets sur les milieux aquatiques continentaux. Toute opération soumise à autorisation ou à enregistrement au titre des installations classées pour l'environnement (article L.511-2 du code de l'environnement) doit être compatible avec l'objectif de protection et de restauration des milieux aquatiques continentaux dont les zones humides font partie. Cela se manifeste notamment par le fait de limiter et justifier les prélèvements dans les nappes et cours d'eau alimentant une zone humide, et d'éviter, réduire, compenser les impacts des plans d'eau.</p>
Défi 7 - Gérer la rareté de la ressource en eau
<p>Cette gestion vise à assurer l'atteinte de niveaux suffisants dans les nappes ou de débits dans les rivières afin de garantir le maintien d'usages prioritaires, notamment l'AEP, ainsi qu'un usage partagé et durable de la ressource et la survie des espèces aquatiques. Cela concerne également la préservation des</p>

écosystèmes qui leur sont liés, notamment pour les masses d'eau de transition et côtières où l'apport d'eau douce est un des éléments d'équilibre des écosystèmes côtiers et des usages littoraux tels que la conchyliculture. La maîtrise des prélèvements d'eau est un élément essentiel de la gestion des ressources en eau. Elle doit s'appuyer sur une démarche de planification locale concertée (SAGE, projets territoriaux, programmes d'actions).

Défi 8 - Limiter et prévenir le risque d'inondation

Orientation [SDAGE/PGRI] 34 : Ralentir le ruissellement des eaux pluviales sur les zones aménagées. Les projets d'aménagement soumis à autorisation ou à déclaration sous la rubrique 2.1.5.0 de l'article R.214-1 du code de l'environnement répondent dès leur conception à un objectif de régulation des débits des eaux pluviales avant leur rejet dans les eaux superficielles. En l'absence d'objectifs précis fixés localement par une réglementation locale (SAGE, règlement sanitaire départemental, SDRIF, SCOT, PLU, zonages pluviaux...) ou à défaut d'étude hydraulique démontrant l'innocuité de la gestion des eaux pluviales sur le risque d'inondation, le débit spécifique exprimé en litre par seconde et par hectare issu de la zone aménagée doit être inférieur ou égal au débit spécifique du bassin versant intercepté par l'opération avant l'aménagement

Compatibilité avec le SDAGE :

Défi 1 - Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques

La société BENTA DEPANNAGE disposera d'un nouveau système de traitement Séparateur- décanteur sur son site pour traiter les eaux pluviales de ruissellement de son terrain. Les eaux collectées transiteront par une fosse maçonnée souterraine de 155 m³ de volume utile minimum de rétention. Ces cuves enterrées seront situées en amont du système de traitement. Une fois traitées, ces eaux se rejettent dans le réseau communal collectif.

Le séparateur débourbeur d'hydrocarbures sera curé régulièrement.

Une analyse d'eau sera réalisée à l'issue de l'installation du nouveau système de traitement.

Défi 3 - Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants

La société BENTA DEPANNAGE disposera d'un nouveau système de traitement Séparateur -décanteur sur son site pour traiter les eaux pluviales de ruissellement de son terrain. Les eaux collectées transiteront par une fosse maçonnée souterraine de 155 m³ de volume utile minimum de rétention. Ces cuves enterrées seront situées en amont du système de traitement. Une fois traitées, ces eaux se rejettent dans le réseau communal collectif.

Des analyses et un curage seront réalisés annuellement afin de s'assurer de l'efficacité de l'équipement. L'ensemble du site est doté d'une dalle béton. En cas d'écoulement accidentel, du produit absorbant permettra d'absorber les liquides polluants.

Défi 5 - Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future

Parmi les 101 forages présents dans un rayon de 2 km autour de l'exploitation, 1 est associé à un puits et 1 autre à une prise d'eau. Ceux restants sont des sondages ou des forages. Le détail de ces éléments est précisé dans le paragraphe 1.1.4 « Hydrogéologie ».

D'après l'Agence Régionale de la Santé (ARS) de l'Essonne et du Val-de-Marne, la société BENTA DEPANNAGE ne se trouve pas à proximité d'un captage en eau potable (AEP) ou d'un périmètre les

concernant

Défi 6 - Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides

Le site de la société BENTA DEPANNAGE ne se trouve pas à proximité d'une zone humide référencée comme site RAMSAR.

Aucun prélèvement dans les nappes et cours d'eau ne sera réalisé par la société BENTA DEPANNAGE. La future activité de la société ne nécessitera pas l'utilisation particulière d'eau.

D'après le Système d'Information pour la Gestion des Eaux Souterraines en Seine-Normandie, sous le site se trouvent les masses d'eau souterraine suivantes :

- Tertiaire - Champigny - en Brie et Soissonnais (Code européen FRHG103, code national HG103)
- Albien-néocomien captif (Code européen FRHG218, code national HG218)

Aucun prélèvement dans ces nappes d'eau ne sera réalisé par la société.

Le site de la société BENTA DEPANNAGE dispose d'arrivées d'eau potable alimentées par le réseau communal. Aucun prélèvement dans les nappes et cours d'eau ne sera effectué.

Les seuls rejets issus de l'activité de la société sont ceux issus du ruissellement des eaux pluviales après traitement dans le séparateur débourbeur d'hydrocarbures. Un fois traitées, ces eaux sont rejetées, comme pour les autres sites de la zone d'activités, dans le réseau communal.

Le paragraphe 1.2 « Milieu naturel » répertorie les espaces protégés les plus proches.

Défi 7 - Gérer la rareté de la ressource en eau

Aucun prélèvement d'eau en nappe souterraine ne sera réalisé par la société BENTA DEPANNAGE. Les données fournies par l'ARS de l'Essonne et du Val-de-Marne, relatives aux captages en eau potable qui pourraient se trouver à proximité du site, qui ne se trouve pas dans un périmètre de protection de captage des eaux.

Défi 8 - Limiter et prévenir le risque d'inondation

La société se trouve au sein de la zone d'activités d'Epinay Sous Senart qui occupe une surface d'environ 130 000 m². Celle-ci s'est développée dans les années 80. Le site lui représente moins de 1,3 % (1 760 m²) de la totalité. Le site est déjà aménagé, ainsi afin de réduire son impact sur le ruissellement et l'inondation le site réalisera 2 aménagements : il procédera à l'infiltration des eaux pluviales de toitures (600 m²) à l'arrière du site (140 m²) dans un fossé d'infiltration (35 m³ de volume utile), et il mettra en place une régulation du débit de rejet des eaux pluviales de ruissellement des voiries (1020 m²) du site par la mise en place d'une fosse maçonnée d'un volume utile minimum de 155 m³, un pompage et un système vortex.

En conclusion, le SDAGE Seine-Normandie ne s'oppose pas aux activités du site BENTA DEPANNAGE

b. (Point 5°) Schéma d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement ;**Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE)****SAGE YERRES**

Il existe 33 SAGE au sein du bassin Seine-Normandie, la société BENTA DEPANNAGE est présente au sein du SAGE Yerres. Ce SAGE a été approuvé en 2011. Les enjeux, déclinés en objectifs, qui pourraient concerner la société, sont détaillés ci-après.

Enjeu n°1 : Améliorer la fonctionnalité écologique des cours d'eau et des milieux associés

- Objectif 1.4 : Préserver la biodiversité des espèces et de leurs habitats.

Le territoire de l'Yerres possède des espèces remarquables. Ainsi, le SAGE préconise de préserver les espaces à haute valeur patrimoniale et environnementale (espaces privilégiés ont été identifiés sur le territoire de l'Yerres pouvant accueillir des espèces emblématiques).

- Objectif 1.5 : Préserver et restaurer les zones humides

Les zones humides sur le bassin versant ont été fortement dégradées et ont souvent disparu du fait des pratiques agricoles et de l'urbanisation du territoire. Celles restantes sont soumises, notamment sur la partie aval, à une forte pression d'urbanisation. Le SAGE insiste sur la nécessité de prévenir toute nouvelle dégradation des zones humides existantes comme objectif premier. Ainsi, les zones humides doivent être préservées notamment en limitant l'urbanisation.

- Enjeu n°2 : améliorer la qualité des eaux superficielles et souterraines et prévenir toute dégradation

- Objectif 2.4 : Réduire les transferts de polluants vers le milieu naturel

Les transferts de polluants majoritaires identifiés sur le bassin versant de l'Yerres peuvent être issus de trois sources principales : ruissellement des eaux en zones urbaines, transfert des eaux de lessivage des sols et des eaux provenant des réseaux de drainage agricoles, et pollutions accidentelles et diffuses des eaux de nappes issues des exploitations des carrières à calcaire. Le SAGE préconise à ce propos que lors de la création de tout nouveau système de drainage, mettre en place un dispositif épurateur à l'exutoire, avant tout rejet au cours d'eau, de même avant les infiltrations en nappe avec un système de puisard. Il est également recommandé d'améliorer la qualité des effluents de sortie de drains.

- Objectif 2.5 : Préserver les captages d'eau potable vis-à-vis des pollutions diffuses ou accidentelles

Les différents organismes en charges de la gestion des eaux au sein du SAGE Yerres ont mis en place des mesures de prévention des pollutions diffuses et ponctuelles devront être mises en place prioritairement, afin de préserver la qualité de la ressource pour l'alimentation en eau potable. Il est recommandé de sensibiliser les entreprises aux risques spécifiques d'atteinte qualitative de la ressource. Toutes les industries et en particulier les ICPE sont visées pour être informées sur les risques de pollution liés à leurs activités (en particulier en cas d'utilisation de produits dangereux) et sur leur localisation.

- Enjeu n°3 : maîtriser le ruissellement et améliorer la gestion des inondations

- Objectif 3.2 : Gérer les eaux pluviales, prévenir le ruissellement et en limiter les impacts

Les eaux de ruissellements peuvent être à l'origine d'une pollution des cours d'eau par les matières et substances chimiques qu'elles transportent. Par ailleurs, elles augmentent le risque d'inondation notamment en cas de pluies orageuses. Il est donc important de veiller à maîtriser l'imperméabilisation des sols et à limiter à la source le ruissellement, tant en zone urbanisée que sur les secteurs agricoles. Pour ce faire, il est préconisé de maîtriser le ruissellement dans les projets d'urbanisation nouvelle.

Compatibilité avec le SAGE :

- **SAGE Yerres**

Enjeu n°1 : Améliorer la fonctionnalité écologique des cours d'eau et des milieux associés

- Objectif 1.4 : Préserver la biodiversité des espèces et de leurs habitats.

La société BENTA DEPANNAGE appartient à la zone d'activités de la Fosse Montalbot créée dans les années 80 sur des surfaces artificialisées. Le site est localisé en dehors des zones voisines classées N au PLU, notamment la zone à l'Ouest du site, accueillant un espace boisé autour des bassins de la Fosse Montabot. Le site de la société ne risque donc pas d'impacter les sites naturels à proximité. De plus, l'activité ne fait appel à l'exploitation d'aucune ressource naturelle présente dans les environs et n'est donc pas en mesure d'affecter directement les écosystèmes dans les environs. Il n'y a donc pas d'impact direct de l'installation sur l'environnement vis-à-vis des espaces protégés aux alentours du site.

- Objectif 1.5 : Préserver et restaurer les zones humides

La zone humide d'importance internationale la plus proche se trouve à 135 km du site de la société BENTA DEPANNAGE.

La forêt de Senart voisine, est classée comme milieu humide au SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologique), trame verte et bleu. Le site est localisé en dehors de cette zone humide, il n'aura pas d'influence supplémentaire sur celle-ci, car aucun aménagement (imperméabilisation de la zone) supplémentaire n'est prévu.

- Enjeu n°2 : améliorer la qualité des eaux superficielles et souterraines et prévenir toute dégradation

- Objectif 2.4 : Réduire les transferts de polluants vers le milieu naturel

Les transferts de polluants susceptibles d'être émis par les activités de la société BENTA DEPANNAGE seront issus des eaux de lessivage des sols et plus particulièrement suite à un écoulement accidentel. Pour éviter cela, la société dispose d'une dalle étanche sur l'ensemble de son site. Les eaux drainées sur le site seront traitées par un système de traitement type déboureur avant tout rejet dans le réseau communal. Les rejets seront analysés annuellement afin de s'assurer du respect des prescriptions imposées à la société.

- Objectif 2.5 : Préserver les captages d'eau potable vis-à-vis des pollutions diffuses ou accidentelles

Aucun prélèvement ne sera réalisé par la société BENTA DEPANNAGE. Les données fournies par l'ARS de l'Essonne et du Val-de-Marne, relatives aux captages en eau potable qui pourraient se trouver à proximité du site sont présentes en **annexe 9**. Le site ne se trouve pas dans un périmètre de captage des eaux. Les produits potentiellement dangereux seront stockés à l'abri, sur rétention.

- Enjeu n°3 : maîtriser le ruissellement et améliorer la gestion des inondations

- Objectif 3.2 : Gérer les eaux pluviales, prévenir le ruissellement et en limiter les impacts

Afin d'éviter tout risque de pollution la société BENTA DEPANNAGE dispose d'une dalle étanche sur l'ensemble de son site et d'un système de traitement type déboureur avant tout rejet dans le réseau communal. Les rejets seront analysés annuellement afin de s'assurer du respect des prescriptions imposées à la société. De plus, en amont, elle stockera les produits potentiellement dangereux à l'abri, sur rétention.

La société aménage une cuve de rétention de 120 m³ en complément de la cuve de 35 m³ existante. Notamment pour répondre à l'exigence du Syage en matière de rétention des eaux sur le site. Le débit de rejet devant être régulé à 1 L/s/ha. . Afin de dimensionner la rétention nécessaire il est précisé par le Syage que la pluviométrie à prendre en compte est de 43mm, soit 4.3 m³ pour 100m².

Le site étant de 7713 m², réparti entre le bâtiment (600 m²), la zone d'infiltration (140 m²) et la partie imperméabilisée de la voirie (1 020 m²).

Le volume pris en compte pour le fossé d'infiltration sera pour 740 m² (600 + 140) x 43 mm = 31.82 m³.

Le volume de la **rétention nécessaire à la régulation des eaux de voirie du site est de 43.86 m³**. L'installation d'une fosse maçonnée souterraine de 155 m³ de volume utile minimum permettra de répondre à cette exigence.

Le volume de la rétention nécessaire est déterminé par le volume à mettre en rétention en cas d'incendie.

Le besoin en eaux d'extinction est déterminé à 60 m³/h d'après l'arrêté du 26 novembre 2012. Ainsi, le calcul effectué à partir du document D9A permet de déterminer **un volume d'eau à mettre en rétention en cas d'incendie de 139.6 m³** constitué par 120 m³ d'eau provenant des eaux d'arrosage et 17.6 m³ provenant des eaux liées aux intempéries (10L/m² de surface de drainage) et 2 m³ correspondant au stock de liquide.

Il est considéré la plus grande de ces deux valeurs, car dans la détermination du volume d'eau à mettre en rétention en cas d'incendie, le document D9A prévoit déjà un volume correspondant aux eaux liées à des intempéries.

Ainsi, la mise en place d'une fosse maçonnée souterraine de 155 m³ de volume utile minimum permet de stocker le volume de 139.6 m³ nécessaire. La mise en rétention du site sera assurée par la coupure de la pompe de relevage du site, permettant de bloquer les eaux dans la fosse maçonnée jouant ainsi le rôle de cuve de rétention.

c. (Point 17°) Schéma mentionné à l'article L. 515-3 du code de l'environnement ;**Schéma régional des carrières :**

L'activité de la société BENTA DEPANNAGE ne concerne pas l'exploitation d'une carrière et des matériaux, granulats liés. Ainsi la Société BENTA DEPANNAGE n'est pas concernée par ce Schéma.

d. Plans de Préventions et de gestions des déchets

Les plans détaillés ci-dessous sont à prendre en compte dans la demande d'Enregistrement.

- **(Point 18°) Plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement ;**
- **(Point 19°) Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement ;**
- **(Point 20°) Plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement ;**

Sur la commune d'Epinay sous Sénart , la gestion des déchets est assurée par la SIVOM. La gestion des différents déchets répond à plusieurs plans.

❖ Le plan régional d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PREDMA)

Elaboré en novembre 2009, il consiste à décrire l'évolution de la gestion des déchets à partir d'une situation existante de référence et une projection à 5 et 10 ans basée sur des objectifs d'amélioration. Le plan doit présenter les préconisations à développer pour atteindre les dits objectifs et évaluer l'incidence de l'atteinte de ces objectifs sur les installations en particulier en terme de besoins de capacités et donc de nouvelles installations.

- ➔ La société assurera la gestion de ses déchets en les orientant vers des sociétés possédant des agréments adaptés.
La finalité de la société étant le recyclage, celle-ci assurera l'orientation des déchets vers ces filières.

❖ Le plan régional d'élimination des déchets dangereux (PREDD)

Elaboré en novembre 2009, il reprend de manière exhaustive les différentes catégories des déchets dangereux (marqués d'un astérisque) figurant dans la liste donnée à l'annexe 2 de l'article R. 541-8 du code de l'Environnement. En revanche, ne sont pas pris en compte dans l'état des lieux : les déchets d'activités de soins à risques infectieux, les déchets radioactifs, les déchets à caractère explosifs (armes de guerre, pyrotechnie...), les terres polluées traitées in situ ou sur site. Les axes prioritaires de ce plan sont :

- Minimisation des impacts environnementaux et sanitaires (pris en compte dans le cadre de l'évaluation environnementale) ;
- Principe de proximité : favoriser un traitement de proximité des déchets dangereux produits en Ile-de-France, et encadrer les importations de déchets dangereux sur les installations franciliennes.
- Le meilleur captage des diffus est également l'un des objectifs majeur, les capacités de traitement et de regroupement ne constituent pas à première vue le facteur bloquant, l'effort est donc essentiellement à mener sur les dispositifs de pré collecte mis en place

que ce soit par les collectivités locales (déchèteries acceptant les dangereux,...) ou les acteurs privés (déchèteries professionnelles, opérations de branche, de zone...).

- ➔ Un registre des déchets est tenu à jour et les documents émis lors de l'enlèvement des déchets dangereux (fluides, batteries, etc.) sont conservés (Bordereaux de Suivi de Déchets, BSD). Par ailleurs, en respect des prescriptions de l'arrêté du 31 janvier 2008, l'exploitant réalisera une déclaration annuelle GEREPE dans le cas où plus de 2 tonnes de déchets dangereux seront produits.

❖ **Le Plan Régional d'élimination des déchets d'activité à risques infectieux (PREDAIS)**

Le champ d'application du PREDAIS concerne la rubrique 18 « déchets provenant des soins médicaux ou vétérinaires et/ou de la recherche associée » figurant dans la liste donnée en annexe de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement. Les axes prioritaires de travail de ce plan sont :

- Minimiser les impacts environnementaux et sanitaires (prise en compte dans le cadre de l'évaluation environnementale) ;
 - Encadrer l'offre de traitement francilienne ;
 - Favoriser un traitement de proximité des DASRI produits en Ile-de-France ;
 - Tendre vers un meilleur captage des diffus, avec un effort à mener sur les dispositifs de pré-collecte mis en place que ce soit par les collectivités locales ou les producteurs diffus de DASRI (Professionnels libéraux de santé, producteurs semi-diffus de type laboratoires d'analyses...).
- ➔ La société n'est pas concernée par ce plan

❖ **Plan régional de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics (PREDEC)**

Le PREDEC doit prendre en considération l'ensemble des déchets susceptibles d'être produits par les chantiers du BTP. Si, en application des dispositions du Code de l'environnement, chaque plan dresse l'inventaire des types, des quantités et des origines des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics, il n'existe pas clairement de définition légale ou réglementaire de la notion de « déchet de chantier du BTP ». Ils résultent de l'activité de construction, d'aménagement, de démolition ou de travaux publics détaillés à l'annexe II de l'article R541-8 du Code de l'environnement. En fonction de leur nature et des conditions de traitement qui en découlent, les déchets issus des chantiers du BTP peuvent être classés en trois grandes catégories : les déchets non dangereux inertes, les déchets non dangereux non inertes, les déchets dangereux. Les enjeux du PREDEC sont les suivants :

- Réduire les déchets ;
- Favoriser l'émergence de filières et d'une économie circulaire locale et régionale ;
- Assurer un rééquilibrage et une solidarité territoriale : Les deux tiers des capacités des ISDI ;
- Répondre à l'enjeu croisé du recyclage et de l'approvisionnement en matériaux : La région Ile-de-France ;
- Optimiser le transport ;
- Impliquer la maîtrise d'ouvrage et encourager les bonnes pratiques notamment pour réduire et trier les déchets de chantiers ;
- Favoriser la traçabilité et le contrôle ;

Permettre une meilleure connaissance des déchets du BTP.

- ➔ De par ses activités de futur centre VHU, l'entreprise BENTA DEPANNAGE ne produira aucun déchet lié à des activités du BTP. Celle-ci n'est donc pas soumise au PREDEC et à ses prescriptions.

e. Mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R.222-36

Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) :

Le Plan de protection de l'atmosphère (PPA) d'Île-de-France a été approuvé par arrêté inter-préfectoral du 31 janvier 2018.

Le PPA concerne tous les secteurs d'activités en Île-de-France, à savoir les transports, le résidentiel, l'aérien, l'agriculture et l'industrie. Il se décline en 25 défis et 46 actions concrètes.

Les défis sont organisés autour des thèmes suivants :

Thème	Nombre de défis	Nombre d'actions	Concerne directement BENTA DEPANNAGE ?	Si oui, De quelle manière ?
Aérien (AE)	3	5	NON	
Agriculture (AGRI)	3	3	NON	
Industrie (IND)	4	9	NON	
Résidentiel tertiaire-chantiers (RES)	3	5	NON	
Transport (TRA)	8	16	Certains OUI	TRA7 – action 1
Mesures d'urgences (MU)	1	3	NON	
Collectivités (COLL)	1	3	NON	
Région (REG)	1	1	NON	
Actions citoyennes (AC)	1	1	NON	

On retrouve un extrait du PPA présentant les défis et les actions de ce PPA 2018 – 2025.

L'entreprise BENTA DEPANNAGE n'est pas concernée directement par les mesures établies dans le PPA.

Les mesures concernant l'industrie concernent les installations de combustions (de tailles moyennes ou grandes, de combustion de la biomasse et co-incinération de CSR, incinération d'ordures ménagères) et ne touchent pas ainsi les activités de BENTA DEPANNAGE.

Les mesures concernant les transports impactent la société mais ne la concernent pas en tant qu'actions à mener. Les actions sont orientées plutôt vers les collectivités.

L'action 1 du défi TRA7 – logistique : « Action 1 : Préserver les sites à vocation logistique » va plutôt dans le sens de la création d'activité de la société. En effet, la société de par son

implantation sera considérée comme un relai logistique local, permettant d'assurer un regroupement des VHU avant leur transport vers d'autres installations plus importantes et éloignées pour le broyage.

Mesure 13 « Limitation des émissions de dioxyde d'azote dues au trafic routier » :

→ Les activités liées au site BENTA DEPANNAGE ne sont pas génératrices d'émissions atmosphériques particulières. Les principales sources d'émissions atmosphériques recensées de par les activités du site sont dues au trafic de véhicules (camions de transport, véhicules légers des employés et clients).

D'après l'exploitant, le trafic global lié à l'activité de l'établissement BENTA DEPANNAGE est estimé à 50 mouvements par jour (1 aller-retour correspond à 2 mouvements). D'après les données disponibles sur les sites internet, on constate que le trafic Moyen Journalier Annualisé (TMJA) à l'horizon 2030 est de 17 484 véhicules jours. Ainsi, la part du trafic engendré par l'activité de la société BENTA DEPANNAGE peut être considérée comme négligeable : 0.28 % sur l'axe (Route nationale n°7).

Ainsi, les rejets émis par les véhicules circulant pour le site sont des fumées d'échappement classiques, dans une proportion ayant un impact négligeable dans la zone d'activités dans laquelle l'entreprise BENTA DEPANNAGE est implantée.

La société s'équipera avec un camion à la norme EURO 6 réputée la moins polluante en matière d'émission d'Oxydes d'Azote.

3. Demande d'Enregistrement (Art. R512-46-5 du code de l'env.)

3.1. Demande d'aménagement aux prescriptions générales

Les habitations se trouvant à moins de 100 m (voir annexe6)Une demande de dérogation est nécessaire. Une separation est effective avec du merlon sur toute la longueur du site sur 2m50 de hauteur

4. Demande d'Enregistrement (Art. R512-46-6 du code de l'env.)

Permis de construire

Aucun permis de construire n'est nécessaire dans le cadre du projet. En effet, l'ensemble des bâtiments sont déjà existants.

Permis de défrichement

Aucun permis de défrichement n'est nécessaire dans le cadre du projet d'extension du site.

5. Garantie financière

En application des Articles R. 516-1 et R 516-2 du Code l'environnement et du Décret n° 2012-633 du 3 mai 2012 relatif à l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement, et de l'arrêté du 31/05/12 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et notamment son annexe 1, la rubrique 2712 n'est concerné par la garantie que si la surface déclarée au titre de cette rubrique est supérieure à 10 000 m².

En ce qui concerne le site de la société BENTA DEPANNAGE, la surface du site étant de 7 713 m².

Ainsi, la société n'est pas soumise au calcul ni à la constitution des garanties financières.